

Lutte de classe

Sondage et perspective

Selon un sondage Sofres publié le dimanche 21 janvier sur le site Internet du *Figaro*.

Sarkozy est crédité de 52% des intentions de vote, contre 48% pour Royal au second tour. 22% des sondés ne se prononcent pas.

Au premier tour, Sarkozy recueillerait 35% des voix contre 31% à Royal. Le Pen est crédité de 13%, Bayrou de 9%.

J'ai fait le total de ces voix au premier tour, on arrive à 88%. Il reste donc 12% à se partager entre Laguiller, Besancenot, Bové, Voynet, Schivardi, Buffet et de Villiers, en attendant la liste définitive des candidats.

Comme il semble évident que chacun de ces candidats atteindra entre 2 et 4%, peut-être plus pour Bové, peut-être moins pour Schivardi, pour arriver à une estimation qui corresponde davantage à la réalité, c'est-à-dire en tenant compte de tous les candidats, ce que ne font pas les instituts de sondage, aux 31% de Royal il faudrait retirer 10% au moins, 15% au plus ou davantage. Il ne manquerait plus alors que Le Pen monte seulement de 3 ou 4% pour arriver au second tour.

Dans cette hypothèse, la situation ne serait pas exactement la même que le 21 avril 2002, parce que Sarkozy est littéralement haï par une partie de la population, beaucoup de jeunes et l'ensemble des militants ouvriers, ce qui n'était pas le cas avec Chirac. On peut d'ailleurs douter que Sarkozy obtiendra 35% au premier tour, ce sondage publié dans *Le Figaro* a dû être commandé par *Le Figaro* lui-même, et qui est favorable à Sarkozy !

On ne peut pas imaginer en cas de duel Sarkozy Le Pen, que le PS, le PCF et la LCR appelleraient à voter Sarkozy. Dans ce cas, il ne resterait plus que l'abstention comme vote de classe. Allons plus loin, en supposant que l'abstention atteindrait un niveau record proche ou supérieur à 40%, cela constituerait un véritable point d'appui pour engager immédiatement le combat contre le gouvernement dirigé par Sarkozy, cela favoriserait l'unité du mouvement ouvrier et accélérerait la recomposition d'une avant-garde révolutionnaire. Ce scénario aurait l'avantage sur tous les autres de ne pas être le produit d'illusions dans les partis dits ouvriers qui ont présenté des candidats.

Sarkozy serait élu président, certes, mais il serait minoritaire dans le pays dès le premier jour de son mandat. Une crise politique sans précédent s'ouvrirait en France, posant directement la question du pouvoir politique. Notre combat politique partirait de cette situation et se concentrerait contre les institutions de la Ve République qu'incarnerait à lui tout seul Sarkozy.

Cependant il faudrait que le même scénario se reproduise lors des élections législatives, et le pouvoir en place se retrouverait isolé par rapport à la majorité du prolétariat et de la petite-bourgeoisie. Notre combat se concentrerait dès lors pour faire tomber l'Assemblée nationale. Pourquoi pas contre Sarkozy ? Parce qu'il sert nos intérêts d'un point de vue tactique.

Avec Sarkozy à la présidence, on ne peut pas imaginer une cohabitation avec le PS et le PCF à l'issue d'un nouveau scrutin en cas de dissolution de l'Assemblée nationale. Si cela se produisait et que le PS et le PCF s'en accommodaient, ce qui après tout pourrait très bien se produire, à l'exemple de ce qui se passe aux Etats-Unis où les Démocrates s'accrochent assez bien de G. Bush, notre combat se concentrerait à la fois contre Sarkozy et contre la majorité des députés PS-PCF, en démontrant la connivence qui existerait entre eux, donc contre les institutions de la Ve République en mettant en avant le mot d'ordre de la nécessité de les balayer pour instaurer une République sociale...

Dans l'hypothèse d'un Président et d'une Assemblée nationale UMP-UDF élue par une minorité, les choses seraient plus simples pour nous, notre combat serait le même à ceci près qu'on pourrait l'axer sur la dissolution de l'Assemblée nationale (illégitime), non pas pour faire élire des représentants du PS et

du PCF, puisque les travailleurs n'en ont pas voulu, mais directement pour renverser le régime en place en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et leur radicalisation politique qui aurait lieu simultanément. Cette orientation politique s'inscrirait dans la perspective de la grève générale qui pourrait déboucher sur une mobilisation révolutionnaire des masses entraînant la chute du gouvernement. Reste à savoir si cette mobilisation révolutionnaire donnerait naissance ou non à des comités ou soviets (à nous d'en populariser l'idée). Pourquoi cette question serait déterminante à ce stade là ? Parce qu'ils seraient le pendant du gouvernement de front populaire qui ne manquerait pas de se constituer ou qui serait élu, les comités constitueraient l'embryon du pouvoir du prolétariat sans avoir encore accédé au pouvoir, tout dépendrait alors de leur composition et de la place qu'y occuperait le parti révolutionnaire. On en revient toujours au même point essentiel : sans parti révolutionnaire, le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir, pire il n'avancera jamais dans cette voie.

Le seul facteur que l'on a du mal à discerner pour le moment, c'est le comportement des travailleurs. Si le scénario Le Pen devançant Royal que j'ai évoqué plus haut, se traduisait au niveau des sondages, les travailleurs et les jeunes pourraient être tentés de "voter utile" en votant Royal au détriment de Besancenot, Laguiller, Bové et Schivardi. A moins que leur rejet des propositions de Royal l'emporte et qu'ils décident de voter pour les candidats que je viens de citer, ou qu'ils s'abstiennent massivement.

Il paraît que l'art de la politique, c'est de prévoir le déroulement des événements pour pouvoir définir une orientation correcte... Je prends le risque de m'y frotter puisque personne ne veut le faire à ma place.

(source : Associated Press 21.01.07)